Ref. COMM(23)05506

05/12/2023

Tribune

Une « DG Food » pour la Commission ? Une mauvaise réponse à un vrai problème politique !

Avant même le lancement de la campagne pour les élections européennes, Bruxelles bruisse déjà de rumeurs et d’idées pour le prochain mandat. A l’heure du premier bilan, le projet de création d’une grande « DG Food » venant supplanter la direction générale à l’Agriculture tout en prenant au passage des compétences dans d’autres parties de la Commission séduit[[1]](#footnote-1). En effet, si pour certains « Farm to Fork » n'a pas su convaincre, c'est parce que les compétences au sein des instances européennes étaient trop fragmentées, alors que la principale stratégie agricole de la Commission présentait une vision globalisante des transitions à conduire. Dans cette optique, la création d'une DG Food apporterait donc LA réponse institutionnelle en créant une cabine de pilotage unique, facilitant la prise de décisions et la prolongation de l’agenda Farm to Fork au cours du prochain mandat.

Simple nouvelle appellation ou changement politique fondamental ? Nous voulons dire les choses très clairement ici : la création d’une « DG food » serait une réponse aussi mauvaise que simpliste à une réelle problématique politique, celle du devenir de la place de l’agriculture au sein du projet européen. Il existe de très bonnes raisons de s’opposer à cette idée qui va au-delà d’un débat sémantique ou d’une réorganisation purement administrative.

Qui pousse aujourd’hui pour la création d’une « DG Food » ? Les articles publiés sur le sujet distinguent deux groupes. D’une part, certaines ONGs bruxelloises, allant des associations de consommateurs aux groupes environnementaux et d’autre part… les multinationales de l’agroalimentaires représentées par leur organisation européenne FoodDrinkEurope. Un beau mariage de la carpe et du lapin ! Si les raisons invoquées sont différentes, les deux ont en commun la volonté d’imposer une approche descendante des changements à apporter en agriculture. C’est pourtant la même idéologie qui a provoqué l’échec de Farm to Fork avec des objectifs chiffrés sortis du chapeau, sans étude d’impact et déconnectés des réalités de terrain.

Cette idée de « DG Food » porte tellement la marque de ses promoteurs qu’elle oublie aussi complétement que la politique agricole… n’est pas qu’une politique alimentaire ! En plus de rester au cœur de la ruralité, comme le démontre les conclusions du Conseil sur la vision à long terme pour les zones rurales[[2]](#footnote-2), les agriculteurs et coopératives européennes aujourd’hui sont en effet productrice d’énergies vertes, de biomatériaux, d’alimentations animale et de coproduits comme les fertilisants, contribuant au maintien de milliers d’emplois dans les zones rurales. Sans oublier des secteurs clés comme celui de la forêt, intimement lié à celui de l’agriculture. Certains objectifs fixés dans ces domaines à l’agriculture sont aussi stratégiques pour l’UE. N’oublions pas qu’après le début de l’invasion russe de l’Ukraine, la stratégie « RepowerEU[[3]](#footnote-3) » a demandé de multiplier drastiquement la production de biogaz d’ici à 2030. Du biogaz principalement… agricole.

De notre point de vue, une « DG Food » serait un rétrécissement plutôt qu’un élargissement. L’élargissement, lui, serait pour l’amont de la chaine agroalimentaire. Un amont industriel qui est resté relativement épargné par Farm to Fork tout en pouvant valoriser avantageusement les transitions engagées par les agriculteurs ! Nous savons que là où l’expérience d’une « DG Food » est tenté, c’est la parole des agriculteurs qui est marginalisée au profit des « donneurs d’ordres ». Avec la politique commerciale de l’Union européenne, ces donneurs d’ordres se retrouveront dans le beau rôle : soit vous acceptez les transitions que nous demandons (rien n’est imposé bien évidement), soit nous importerons ! L’impact environnemental de l’agriculture en Europe sera réduit, Bruxelles pourra se féliciter, mais à quel prix ? Celui d’importations toujours plus nombreuses !

Enfin, posons-nous les bonnes questions : la mise en place d’une « DG Food » répondrait-elle vraiment aux principaux manquements constatés dans le cadre de « Farm to Fork » ? Non. Aurait-t-on une étude d’impact globale des politiques lancées en matière agricole au sein du « Green Deal » ? Très probablement non. Aurait-t-on un financement plus précis de ces initiatives avec une « DG Food » ? Pas plus. Les propositions issues d’une « DG Food » seraient-elles plus connectées aux réalités de terrain ? Encore moins certain ! Une « DG Food » résoudrait-t-elle le problème d’alignement entre la politique commerciale de l’UE et les objectifs « Farm to Fork » ? La réponse reste invariablement non. C’est ainsi que l’on peut comprendre la réserve de certains Commissaires européens sur le sujet.

Comme nous entendons déjà les promoteurs d’une « DG Food » nous dire : « La critique est facile, faites des propositions ». En voici donc quelques-unes. Dans le contexte géopolitique actuel qui fragilise notre sécurité alimentaire, le besoin de soutenir les producteurs et d’assurer le renouvellement des générations est plus que jamais essentiel. L’entrée possibles de nouveaux états membres, et leur intégration dans le cadre d’action communautaire atteste que l’Union Européen n’a pas besoin de moins d’agriculture mais au contraire de plus d’agriculture !

Pour cela nous avons besoin d’une voix forte au sein du collège des commissaires avec un Vice-président à l’Agriculture, à la Ruralité et aux transitions. Un vice-président serait la garantie de la cohérence de toutes les propositions ayant un impact sur la communauté agricole et veillerait à ce que l'agriculture puisse contribuer aux transitions tout en ne soutenant le plus grand nombre d’exploitations agricoles. Pour éviter un faussé grandissant entre les agriculteurs et la Commission, nous proposons également de renforcer les Groupes de Dialogue Civil, qui sont des lieux essentiels de débat et d’échanges entre les agriculteurs, les ruraux, les ONGs et les fonctionnaires européens.

Maintenant, de grâce, cessons de réinventer la roue (administrative) et concentrons-nous sur le contenu du prochain dialogue stratégique souhaité par la Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

***Christiane Lambert, Présidente du Copa et Ramon Armengol, Président du Cogeca.***

**-FIN-**

La version originale anglaise du présent communiqué de presse et les traductions en allemand, espagnol, italien, polonais et roumain sont disponibles sur le site du Copa-Cogeca.

À propos - Le Copa et la Cogeca sont la voix unie des agriculteurs et de leurs coopératives dans l’Union européenne. Ensemble, nous œuvrons pour une agriculture européenne durable, innovante et compétitive, qui puisse garantir la sécurité alimentaire aux 500 millions de citoyens européens. >>> Pour plus d’informations [www.copa-cogeca.eu](http://www.copa-cogeca.eu)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

|  |  |
| --- | --- |
| Patrick Pagani  Conseiller Politique Principal  Patrick.pagani@copa-cogeca.eu | Jean-Baptiste Boucher  Directeur de la communication  + 32 474 84 08 36  jean-baptiste.boucher@copa-cogeca.eu |

Liste de distribution pour les communiqués de presse

**Se désinscrire**

**S’abonner**

1. <https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/commission-considers-reshuffle-of-top-jobs-amid-calls-for-a-food-chief/> [↑](#footnote-ref-1)
2. https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/11/20/a-long-term-vision-for-the-eu-s-rural-areas-council-approves-conclusions/ [↑](#footnote-ref-2)
3. https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/repowereu-affordable-secure-and-sustainable-energy-europe\_en [↑](#footnote-ref-3)